Section Régionale de la Cour d'Appel de Paris

Communiqué de presse

Le Benallagate vient percuter le plan com' du ministère de la justice

Après une absence de dialogue social sur le projet de réforme de la justice, les technocrates du ministère (parmi lesquels le directeur des services judiciaires disant mieux connaitre le terrain que les syndicats...) ont sillonné les cours d'appels pour faire la pub de leurs idées de « génie », dans la droite ligne de CAP 2022 : casse du service public de la justice par la privatisation des missions, l'éloignement et l'affaiblissement des lieux de justice de proximité, le tout numérique, la flexibilisation du travail des fonctionnaires…

Les enjeux ne sont pas minces et les oppositions fortes !

C'est donc pourquoi les déplacements publicitaires ont pu déjà avoir lieu pendant des périodes de congés, comme pour Versailles ou Amiens : pendant les vacances de printemps.

Et lorsque la ministre en personne se déplace, ce n'est pas mieux. La garde des sceaux, contre vents et marées, est allée sur la cour d'appel d'Aix en Provence, l'une des cours les plus importantes, inaugurer l'ouverture d'un tribunal... en plein pont du 8 mai !

Leur courage n'ayant pas de limites, le camion publicitaire devait passer cet après-midi à Paris, là où les effectifs sont les plus nombreux, et ce… en pleine période de service allégé !!!

Pas de pot pour eux, la CGT a toujours répondu présente pour démonter leur discours mélangeant novlangue et langue de bois et était fin prête pour cet après-midi.

L'affaire Benalla au regard de son ampleur, ayant déjà éclipsé la révision constitutionnelle, doit mobiliser ces chers technocrates sur bien d'autres choses qu'une simple opération de com' (et au vu des propos tenus par la garde des sceaux ces derniers jours, ce n'est pas pour défendre les prérogatives du pouvoir judiciaire).

Nous ne nous faisons pas d'illusions : les réformes quelles qu'elles soient, et encore plus celles concernant la justice, ne seront bien évidemment pas abandonnées ni même atténuées. Rendez-vous ayant été donné pour la rentrée, la CGT sera présente et, s'il était nécessaire de le préciser, combative !

A Paris, le 23 juillet 2018

Palais de Justice - 4, boulevard du Palais – Esc. F – 1er étage/Entresol n°1 75001 PARIS
Tél/répondeur : 01.44.32.58.60 – Tél. 01.44.32.52.04 - Fax : 01.46.33.26.98
Mél : Synd-cgt-acsj@justice.fr - Site internet : http://cgt-justice.fr